

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 8 décembre 1983

La séance est ouverte à 14 heures.

● (1405)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LA PAIX

L'APPEL UNIVERSEL AU DIALOGUE PACIFIQUE ET AU DÉSARMEMENT DU PREMIER MINISTRE—L'APPUI REÇU DANS OTTAWA-VANIER

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, une partie importante de l'initiative de paix du très honorable premier ministre (M. Trudeau) réside dans un appel universel au dialogue pacifique et au désarmement. Établir un climat politique international, apporter des propositions constructives sur le désarmement, sensibiliser le monde à la menace de conflit nucléaire, voilà en quelques mots les objectifs humanitaires que le premier ministre s'était proposés. La démarche de paix du premier ministre a reçu un grand appui dans ma circonscription. J'ai été particulièrement touché par l'initiative d'un groupe du collège Algonquin qui, avec l'appui de leur président, M. Brian Ash, ont lancé une campagne de lettre ouverte. Il s'agit d'une lettre qui sera signée par des centaines de gens et qui sera publiée dans les journaux anglais et français près de la Noël, et que j'aimerais lire:

Chers Concitoyens,

Nous sommes plus de quatre milliards sur cette terre. Nos idéologies politiques, systèmes économiques et croyances religieuses sont différents. Mais nous avons tous une chose en commun: nous ne voulons pas être tués par les armes nucléaires et les retombées radioactives... nous et nos enfants VOULONS VIVRE.

Ainsi, nous appuyons toute initiative de paix visant à diminuer les tensions, à rétablir le dialogue, et à éliminer la menace nucléaire parmi les nations du monde. Nous demandons à nos concitoyens canadiens et du monde entier de communiquer à leurs chefs d'État et de déclarer publiquement dans leurs pays respectifs, qu'ils VEULENT VIVRE sans la menace nucléaire.

Je suis certain, monsieur le Président, que mes collègues de la Chambre voudront se joindre à moi et appuyer le collège Algonquin au sujet de cette initiative.

* * *

[Traduction]

LE DISCOURS DU TRÔNE

ON BLÂME LE GOUVERNEMENT POUR SES POLITIQUES ET LES MESURES QU'IL A PRISES

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, un ancien ministre libéral disait dernièrement que le gouvernement se caractérise par son cynisme, la propagande et la manipulation. Le discours du trône que nous avons entendu est un chef-d'œuvre de propagande et de tromperie. Alors qu'on y

annonce un grand programme d'achat chez nous, l'un des ministres encourage les Canadiens à acheter des machines aratoires fabriquées en URSS. Il n'y a pas si longtemps, les communistes soviétiques ont abattu un jet sud-coréen, assassinant dix Canadiens, après quoi l'ambassade d'URSS est allée jusqu'à refuser une note de protestation du gouvernement canadien. Voilà que le cabinet demande aux Canadiens de ne tenir aucun compte des investissements dans le secteur de l'outillage agricole au Canada, de faire fi des emplois dont les Canadiens ont besoin et d'acheter des produits soviétiques. Quel cynisme!

Selon le discours du trône, «le gouvernement prendra des mesures de façon à mieux garantir la sécurité, la dignité et l'épanouissement des Canadiens et Canadiennes à la retraite». Pourtant, c'est le même gouvernement qui, au moyen de ce cruel impôt sur les gains en capital, a compromis les vieux jours de centaines d'agriculteurs et d'hommes d'affaires qui avaient passé une cinquantaine d'années à amasser un pécule. Quelle propagande!

Le député libéral de York-Ouest (M. Fleming) a bien résumé la situation en disant: «Si (le gouvernement) ne s'amende pas, nous sommes cuits». Et comment! Nous n'attendons plus que des élections pour donner à ce gouvernement libéral un enterrement de première classe.

Des voix: Bravo!

* * *

LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

LES RESTRICTIONS ENVISAGÉES AU SUJET DU PAPIER JOURNAL CANADIEN

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) s'est entretenu avec des représentants de la Communauté européenne, à Bruxelles, le 6 décembre dernier, et a tenté de les convaincre de ne pas imposer, le 1^{er} janvier prochain, de nouvelles restrictions qui pourraient se révéler préjudiciables aux exportations de papier journal d'une valeur de 450 millions de dollars du Canada vers la Communauté européenne. Cette question était à l'ordre du jour de la réunion de parlementaires canadiens et européens qui s'est tenue à Terre-Neuve en mai dernier, et les parlementaires canadiens de tous les partis ont signalé le grave problème qui menaçait les exportateurs canadiens de papier journal si la Communauté donnait suite à son projet de réduire les quotas de papier journal canadien importés en franchise.